

# REAMENAGEMENT DES ESPACES DE VIE ÉTUDIANTE ET DE SOCIABILISATION

MAISON DES ETUDIANTS - PESSAC

## DCE – CCTP LOT 09 DEMOLITION

REV\_MATH\_DCE\_GO\_E\_TN\_CCTP\_19

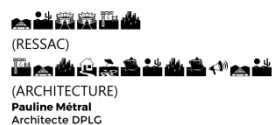


**MAITRE D'OUVRAGE**      UNIVERSITE BORDEAUX MONTAIGNE



## MAITRISE D'ŒUVRE

ARCHITECTE MANDATAIRE // ARCHITECTE COTRAITANT // BUREAU D'ETUDES TCE // ACOUSTICIEN // COORDINATEUR SSI



**BUREAU DE CONTRÔLE** ALPES CONTRÔLE

FEVRIER 2026

## SOMMAIRE

<b>1. GENERALITES.....</b>	<b>2</b>
1.1. Objet du marché .....	2
1.2. Connaissance des lieux .....	2
1.3. Prescriptions générales – Règlementation .....	3
<b>2. GENERALITES DE LA DEMOLITION.....</b>	<b>4</b>
Plans et documents à consulter.....	4
Limite de prestation.....	4
Documents de référence .....	4
Obligations de l'entrepreneur.....	6
Bruits de chantier .....	7
Salissures du domaine public .....	7
Raccordement.....	7
<b>TRAITEMENT DES DECHETS DE DEMOLITION .....</b>	<b>8</b>
Evaluation quantitative.....	8
Tri à la source, limitation et valorisation.....	8
Enlèvement des déchets, traçabilité.....	10
<b>3. DESCRIPTION DES TRAVAUX DE DEMOLITION &amp; CURAGE.....</b>	<b>11</b>
3.1.1. Programme de démolition et méthodologie d'intervention.....	11
3.1.2. Démolition & curage .....	11
<b>4. DESCRIPTION DES TRAVAUX DE GROS OEUVRE.....</b>	<b>13</b>
<b>4.1. Travaux préparatoires .....</b>	<b>13</b>
4.1.1. Installation de chantier .....	13
4.1.2. Autorisation de voirie.....	13
4.1.3. Maintien en état des voies et réseaux .....	13
4.1.4. Sécurité du travail.....	14
<b>4.2. Consignation des réseaux .....</b>	<b>14</b>
<b>4.3. Nettoyage et repliement.....</b>	<b>14</b>
<b>4.4. Compte prorata.....</b>	<b>15</b>
<b>4.5. PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE .....</b>	<b>16</b>
4.5.1. PSE N°01 - Dépose des gradins béton de l'auditorium pour réemploi .....	16

## 1. GENERALITES

### 1.1. Objet du marché

Le présent document a pour objet de définir les travaux de démolition à mettre en œuvre pour l'opération de réhabilitation de la maison des étudiants de l'Université de Bordeaux Montaigne, située au 19 Esplanade des Antilles à Pessac.

### 1.2. Connaissance des lieux

**Une visite sur site préalable à la remise de l'offre est OBLIGATOIRE pour l'ensemble des entreprises quel que soit leur lot. Une attestation de participation sera délivrée par le maître d'ouvrage. Celle-ci devra être jointe à la réponse de consultation.**

Toutefois, le maître d'ouvrage acceptera qu'un soumissionnaire ne se présente pas à celle-ci si la visite a déjà été effectuée en novembre 2025, lors du lancement du marché 25PA91510 Réaménagement des Espaces de Vie Etudiante et de Sociabilisation (Maison des Etudiants).

L'Entrepreneur, titulaire du présent corps d'état, devra durant la période de consultation, se rendre sur le site afin de vérifier :

- Le phasage dans la réalisation des travaux de démolitions consécutifs à la méthodologie employée,
- Les accès possibles,
- La configuration des bâtiments existants,
- Les différentes imbrications des différentes structures dans les bâtiments existants,
- L'état des existants pour juger des difficultés dues aux travaux de démolitions à réaliser.

Toutes anomalies entre l'état des existants et les travaux à exécuter devront être signalées au Maître d'Œuvre lors de la remise de la proposition de l'entreprise.

L'entrepreneur ne pourra arguer après remise de son prix, en cours de travaux, aucune réserve et mauvaise connaissance des lieux et ne pourra pas justifier une quelconque plus-value.

Dans l'emprise du chantier et sous les chaussées adjacentes, l'Entrepreneur devra protéger, pendant la durée des travaux, les canalisations et ouvrages rencontrés tels qu'égouts, collecteurs, canalisations électriques, de télécommunications, d'eau, de gaz, de chauffage.

Il devra assurer, en accord avec les Administrations et Concessionnaires concernés, le fonctionnement normal et continu de ces éléments.

Toutes dégradations des réseaux qui auront été provoquées par l'Entreprise devront être réparées par celle-ci et à sa charge.

### **1.3. Prescriptions générales – Règlementation**

Pour l'exécution de l'ensemble de ces travaux, l'entreprise devra se conformer aux dispositions des documents normatifs que sont les DTU, normes, arrêtés et circulaires en vigueur au moment de la réalisation.

La proposition remise par l'entrepreneur doit comprendre implicitement tous travaux et fournitures nécessaires pour le parfait et complet achèvement de chaque ouvrage et ensemble d'ouvrages.

En outre, tous les matériaux répondront aux prescriptions des Normes Françaises les intéressants, ainsi d'ailleurs que tous les produits manufacturés, sans que les fabrications soient soumises à marque et label, elles devront comporter la marque NF.

En ce qui concerne les matériaux au système non traditionnel, seuls seront acceptés ceux ayant fait l'objet d'un agrément CSTB et dont la validité sera confirmée à la passation du marché.

Si en cours de travaux, l'agrément vient à expiration et n'est pas renouvelé, un nouveau matériau ou système sera proposé à l'accord du Maître d'œuvre. Dans le cas de renouvellement, toutes les réserves faites par le CSTB seront rigoureusement respectées. Dans le cas d'un choix d'un nouveau matériau, celui-ci devra bénéficier d'un agrément dans les conditions ci-dessus.

## 2. GENERALITES DE LA DEMOLITION

### Plans et documents à consulter

Le titulaire du présent lot prendra en compte tous les documents présents dans le dossier de consultation afin de prendre connaissance du projet dans son ensemble et de bien intégrer la complexité de chaque démolition. Notamment les pièces suivantes :

- Le carnet de plans de démolition et projet architectural
- Plans de bornage
- Rapport structurel N° AF-00855
- Plans de détection des réseaux existants extérieurs enterrés
- Calendrier travaux

### Limite de prestation

Il est rappelé que l'entreprise du présent corps d'état devra prévoir à sa charge tous les travaux nécessaires à une parfaite exécution de l'ensemble des ouvrages concernant ses prestations.

Ces travaux comprendront l'intégralité des ouvrages et devront assurer le complet et parfait achèvement conformément aux règles de l'art.

Le présent corps d'état fera son affaire des incidences que d'éventuelles adaptations techniques auraient sur l'une ou l'autre de ses prestations.

### Documents de référence

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'Art et à la réglementation française telle qu'elle se trouvera être en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre.

En particulier, les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les Documents Techniques Unifiés (DTU), Normes Françaises Homologuées (NF) et/ou le(s) document(s) suivant(s) :

#### Réglementation « Santé Publique »

Code de la santé publique, articles R 1334-14 à R 1334-29-9 ; articles R 1337- 2 à R 1337-5 et annexe 13-9

Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis

Arrêté du 19 août 2011 relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis

#### Réglementation « Travail »

Décret n°2013-594 du 5 Juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante

Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante

Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

Arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant

Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de VLEP aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages

Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante

Code du travail, articles L 4121-1 et suivants et R 4412-94 à R 4412-148

Code du travail, article D 4153-28 et article D 4154-1

Code du travail, articles D 4121-6 à -9 et arrêté du 6 décembre 1996 portant application de l'article 16 du décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante fixant le modèle de l'attestation d'exposition à remplir par l'employeur et le médecin du travail

Code du travail, articles R 4624-16 et 18 concernant la surveillance médicale renforcée des salariés concernés.

Arrêté du 22 février 2007 modifié le 13 octobre 2009 définissant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante

Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante

#### Réglementation « Construction et habitat »

Décret n° 2011-610 du 31 mai 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (R 111-43 à 48)

Arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiment

#### Réglementation « Environnement »

Code de l'environnement, articles L 541-1 et suivants, R 541-7 et suivants et R 551-1 à R 551-13

Arrêté du 30 décembre 2002 modifié relatifs aux déchets dangereux

Arrêté du 9 septembre 1997 modifié par les arrêtés du 19 janvier 2006 et 12 mars 2012, relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux

Circulaire n° 96-60 du 19 juillet 1996 relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment (non publiée au JO)

Circulaire DPPR/SDPD n° 97-0320 du 12 mars 1997 relative aux conséquences de l'interdiction de l'amiante et élimination des déchets (non publiée au JO)

Arrêté du 16 février 2006 modifiant l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005

Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante

Arrêté du 26 Juillet 2012 qui concerne la modification du formulaire CERFA n°11861\*03.

#### Réglementation « Transport »

Arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »)

Règlement ADR : accord européen relatif aux transports internationaux des marchandises dangereuses par route

Règlement RID : règlement européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voie ferrée

Règlement ADN : accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures.

#### Réglementation européenne

Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 28 avril 2004 portant sur la coordination du système de sécurité sociale

Directive 2009/148/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail

Circulaire DGT 2008/17 du 5 octobre 2008 relative au détachement transnational de travailleurs en France dans le cadre d'une prestation de services

### Normes

NF X 43-010 (Août 2012), Référentiel technique pour la certification des entreprises  
NF X 43-011 (Août 2012), Modalités d'attribution et de suivi des certificats des entreprises  
NF X 43-050, Qualité de l'air — Détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission — Méthode indirecte  
NF X 43-269, Qualité de l'air — Air des lieux de travail — Prélèvement sur filtre à membrane pour la détermination de la concentration en nombre de fibres par les techniques de microscopie : MOCP, MEBA et META — Comptage par MOCP  
NF X 46-020 Repérage amiante — Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis — Mission et méthodologie  
NF X 46-021 Traitement de l'amiante dans les immeubles bâtis — Examen visuel des surfaces traitées après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante — Mission et méthodologie  
NF EN 529, Appareils de protection respiratoire — Recommandations pour le choix, l'utilisation, l'entretien et la maintenance — Guide (indice de classement : S 76-005)  
NF EN 1822 Filtres à air à haute efficacité (EPA, HEPA et ULPA) (indice de classement : X 44-014)  
NF EN 12021, Appareils de protection respiratoire — Air comprimé pour appareil de protection respiratoire isolant (indice de classement : S 76-006)  
NF EN 12941, Appareils de protection respiratoire — Appareils filtrants à ventilation assistée avec casque ou cagoule : Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-034)  
NF EN 12942, Appareils de protection respiratoire — Appareils filtrants à ventilation assistée avec masques complets, demi-masques ou quarts de masques — Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-035)  
NF EN 14593-1, Appareils de protection respiratoire — Appareils de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé avec soupape à la demande — Partie 1 : Appareil avec masque complet : Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-057-1)  
NF EN 14593-2, Appareils de protection respiratoire — Appareils de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé avec soupape à la demande — Partie 2 : Appareil avec demi-masque à pression positive — Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-058)  
NF EN 14594, Appareils de protection respiratoire — Appareils de protection respiratoire isolants à adduction d'air comprimé à débit continu : Exigences, essais, marquage (indice de classement : S 76-057-1)  
NF EN ISO 16000-7, Air intérieur — Partie 7 : Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air (indice de classement : X 43-404-7)

### Documents de référence

Guide ED 6091, Travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante — Guide de prévention, INRS  
Guide ED 6028, Exposition à l'amiante lors du traitement des déchets — Guide de prévention, INRS  
Guide ND 2137 :2000, Le bilan aéraulique des chantiers d'amiante, INRS  
GA X 46-033, Air intérieur — Partie 7 : Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air — Guide d'application de la norme NF EN ISO

### Obligations de l'entrepreneur

L'entrepreneur est réputé s'être assuré qu'il n'y a ni manque, ni double emploi dans les prestations fournies au titre de chaque chapitre du lot dont il est responsable afin d'assurer un achèvement complet des travaux dans les règles de l'art et pour la bonne déconstruction.

L'entrepreneur sera tenu de prévoir dans ses dépenses tout ce qui doit normalement entrer dans le prix d'une déconstruction à forfait pour les travaux du présent lot.

L'entrepreneur du présent lot devra également tous les ouvrages provisoires (échafaudages, coffrages, étaielements et autres supports) nécessaires à la réalisation de ses travaux.

### Bruits de chantier

Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur, pour le site considéré. À défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par les chantiers de travaux seront strictement applicables.

Les déchets ne seront pas concassés sur chantier pour limiter le bruit généré par les concasseurs ; cette prestation sera réalisée hors chantier,

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions existantes, il pourra être demandé aux entrepreneurs de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans les prix des marchés.

### Salissures du domaine public

Les voies publiques et voies privées sont maintenues propres et nettoyées aussi souvent que nécessaire, avec un minimum d'une fois par jour aux abords immédiats du chantier. Les bennes sont suffisamment hermétiques et chargées avec modération, afin d'éviter les pertes de gravois ou autres. Les camions sont lavés avant leur sortie du chantier.

Les travaux sont exécutés de telle manière qu'ils ne représentent jamais une entrave ou un risque, pour la libre circulation des véhicules ou des piétons, sur les voies privées et publiques.

Un balisage réglementaire sera effectué, à l'aide de panneaux « DANGER TRAVAUX », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC », etc.

Les installations de chantier sur la voie publique ne doivent pas déborder de l'alignement qui est autorisé par les services compétents.

### Raccordement

L'entreprise devra l'ensemble des raccordements et alimentations en eau, EU/EV et électricité pour l'installation de la base vie et de la zone de décontamination pour la durée totale du chantier. Il installera des sous compteurs qui permettront de régulariser le maître d'ouvrage en fin d'intervention selon la consommation du présent lot.



## TRAITEMENT DES DECHETS DE DEMOLITION

Le maître d'ouvrage est producteur des déchets dans le cas des démolitions, il est donc tenu d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination conformément à l'article L.541 – 2 du Code de l'environnement.

La loi dite anti-gaspillage (loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire) a instauré une obligation pour les maitres d'ouvrage relative à la gestion des déchets générés par les travaux de construction, de rénovation ou encore de démolition de bâtiments.

### Evaluation quantitative

Le dossier comprend une évaluation quantitative des déchets réalisée par l'entreprise qui distingue :

- Les déchets dangereux (décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 et son annexe 2, parties 13, 15 et 17) comprenant les « Déchets Industriels Spéciaux » (DIS), stockage de classe I ;
- Les déchets assimilés à des déchets ménagers et pris en charge par les services publics, stockage de classe II ;
- Les déchets inertes (bétons, ciments, pierres, carrelages, granit, parpaings, briques, tuiles, ardoises, faïences, céramiques, verres ordinaires, terres), stockage de classe III relevant de la police du maire ;
- Les autres déchets, relevant du secteur concurrentiel, similaires aux déchets ménagers mais non assimilés, appelés « Déchets Industriels Banals » ou DIB (verres de vitrage, papiers, cartons, revêtements de sol, moquettes, revêtements muraux, matières plastiques de type PVC ou films pour emballages, caoutchouc, textiles, le bois non traité par des substances dangereuses, métaux, ferrailles, les laines minérales) pour lesquels la collectivité n'a pas obligation de les collecter et qui peuvent être stockés en zone classe II.

### Tri à la source, limitation et valorisation

Tout producteur ou détenteur de déchets doit mettre en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée de leurs déchets (article L541-21-2 du code de l'environnement)

Le décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021 a élargi le tri de 5 à 7 flux au secteur du bâtiment, en ajoutant les gravats et le plâtre. Bois, métal, plastique, carton, verre.



L'entreprise privilégiera les solutions de valorisation des déchets comprenant le réemploi, la réutilisation, le recyclage, la régénération ou l'utilisation en énergie de ceux-ci en fonction des filières locales.

Il sera rappelé à tous les intervenants de la démolition, que l'abandon, le brûlage sans autorisation et non motivé, les mélanges de déchets dangereux avec d'autres déchets et les rejets dans les réseaux d'assainissement sont interdits. Les mélanges de différents déchets sont proscrits.

Pour chaque catégorie, l'entreprise fera des propositions de traitement des déchets, prenant en compte les différentes filières, qui seront discutées et validées avec le maître d'oeuvre.

L'entrepreneur aura la liberté de récupérer tous les matériaux de son choix, mais il devra les évacuer du chantier en même temps que les gravats.

Tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance des démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, seront acquis à l'entrepreneur qui pourra en disposer à son gré après enlèvement du chantier.

Les matériels et matériaux à récupérer, le cas échéant, sont définis au descriptif.

### Enlèvement des déchets, traçabilité

Chaque enlèvement de benne fera l'objet d'un bordereau d'enregistrement indiquant entre autres la catégorie des déchets (inerte, DIS, DIB, autre), la date d'enlèvement et la destination. Un double du bordereau sera transmis aux entreprises par le gestionnaire du compte prorata. Il tiendra à jour un journal des déchets ou seront consignés et datés :

- Les enlèvements (quantités, catégorie, nature, destination, numéro de benne, immatriculation du camion, heure d'enlèvement, tonnage estimatif) ;
- Les retours à la suite d'un refus du destinataire (coordonnées, motifs, heure de retour).
- Les incidents de tri relevés (erreur de benne, mélange, etc.).

La libération du terrain des installations de chantier devra être terminée avant la réception provisoire des travaux où aucune trace d'aires de chantier ne devra apparaître sur le terrain.

L'entrepreneur devra prendre toutes les précautions utiles contre le bruit intensif, la poussière, le feu, par le choix des engins, du mode d'abattage, des horaires, etc...

Le titulaire du présent lot est tenu de maintenir toujours propres les abords du chantier et de se conformer aux prescriptions des services publics de voiries concernant en particulier le nettoyage des chaussées qu'il aura salies, l'itinéraire obligatoire à emprunter.

### **3. DESCRIPTION DES TRAVAUX DE DEMOLITION & CURAGE**

Les méthodes de démolition sélective sont laissées à l'appréciation de l'entrepreneur qui adoptera les dispositions qui lui conviennent.

Il est toutefois formellement spécifié que les méthodes de démolition devront rester dans le cadre de la réglementation et des instructions qui lui seront données par les services compétents et devront être soumises à l'approbation de la maîtrise d'œuvre.

L'entrepreneur devra lors de ce choix, tenir compte qu'il devra assurer dans tous les cas :

- La sécurité du personnel ;
- La protection des ouvrages et constructions conservés contigus ou situés à proximité ;
- L'étanchéité des constructions contiguës ;
- Intervention en site occupé
- Toutes autres obligations qui lui seraient imposées par les conditions particulières du chantier.

#### **3.1.1. Programme de démolition et méthodologie d'intervention**

Le maître d'ouvrage est producteur des déchets dans le cas des démolitions, il est donc tenu d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination conformément à l'article L.541 – 2 du Code de l'environnement. Dans le cadre de cette opération le maître d'ouvrage confie à l'entreprise un marché de démolition sélective.

L'entreprise devra intégrer dans son offre l'ensemble des prescriptions suivantes.

Le programme de démolition de la présente opération sera le suivant :

- Planning : la démolition sélective devra s'effectuer selon le phasage ;
- Il ne sera pas mis en place de tri des déchets sur le site ;
- Avant toute intervention de démolition sur site :
- Dispositions prises en matière de réduction des nuisances :
  - Les déchets ne seront pas concassés sur chantier pour limiter le bruit généré par les concasseurs ; cette prestation sera réalisée hors chantier,
  - En fin de journée les bennes seront bâchées pour éviter la dispersion par le vent des déchets.
- Fonctionnement et organisation du chantier :
  - L'organisation horaire du chantier contraindra les camions d'évacuation et les engins de chantier à ne travailler qu'entre 8h et 17h ; disposition pour réduire les nuisances de la zone d'habitat périphérique,
  - Les camions seront obligatoirement bâchés et leurs roues nettoyées avant de quitter le chantier.

#### **3.1.2. Démolition & curage**

Conformément au plan de démolition, l'entrepreneur du présent lot aura en charge la démolition / curage des prestations suivantes :

#### 3.1.2.1 Dépose des gradins béton de l'auditorium

La dépose des gradins devra être réalisé par concassage du béton ou toute autre méthode de leur choix. La dépose devra être soignée pour conserver les caractéristiques mécaniques du dallage.

Il sera nécessaire de prévoir un étaieement provisoire en sous face des gradins lors de la démolition.

Evacuation des déchets pour recyclage en centre agréé.

**NOTA :** Les revêtements acoustique dans l'auditorium (parois verticales et horizontales) ainsi que le dallage conservé devront faire l'objet d'une protection lors de la dépose des gradins, il ne sera pas admis d'empoussièrement ou d'impacts sur ces parois. Prévoir le bâchage des murs et plafond de l'auditorium, et une protection des sols par OSB ou protection similaire.

Lors de la visite sur site, l'entreprise devra également prendre en compte les équipements à protéger (luminaires, structures métalliques, soffites, grilles CTA, etc..).

**Localisation :** Suivant plans guide architecte et structure.

#### 3.1.2.2 Dépose du revêtement de sol du local COOP et de la buvette

La dépose du revêtement de sol prend en compte les éléments suivants :

- Carrelage
- Colle
- Micro-chape
- Primaire d'accrochage
- Chape

#### 3.1.2.3 Dépose des emmarchements extérieurs (4 U)

#### 3.1.2.4 Dépose du mobilier et cloisons de la buvette existante

## **4. DESCRIPTION DES TRAVAUX DE GROS OEUVRE**

### **4.1. Travaux préparatoires**

Un plan de phasage sera soumis à l'approbation de la maîtrise d'Œuvre.

Au préalable à tout commencement de travaux, l'entreprise devra mettre au point en coordination avec le bureau de contrôle et le maître d'œuvre la description détaillée des différentes phases de travaux et des méthodologies de déconstruction.

#### **4.1.1. Installation de chantier**

Les installations générales de chantier sont à la charge du **lot 01 : Gros Œuvre**

#### **4.1.2. Autorisation de voirie**

L'entrepreneur du présent lot aura à sa charge les demandes nécessaires à l'obtention des autorisations diverses de voirie auprès des services compétents et les frais de voirie éventuelle correspondant.

Avant tout commencement des travaux, l'entrepreneur devra prendre tous renseignements auprès des services techniques compétents pour connaître le tracé des réseaux existants et éviter toute détérioration.

En cas de détérioration accidentelle, l'entreprise devra la remise en état complète du tronçon détérioré.

Sont à la charge de l'entreprise :

- Toutes les dégradations provenant de l'installation de chantier, exécution du bâtiment, survenues sur le trottoir, bordures, voirie etc... seront remises en état par l'entreprise et suivant les directives des services techniques compétents.

à la charge de la MOA :

- Les démarches auprès des services concessionnaires en ce qui concerne les branchements provisoires.

L'entrepreneur du présent lot devra également veiller à maintenir, dans leur état d'origine, les voiries publiques qu'il serait amené à emprunter et ne pourra refuser à exécuter tous les travaux de nettoyage et d'entretien demandés par les services publics à ces fins.

#### **4.1.3. Maintien en état des voies et réseaux**

L'entrepreneur sera responsable du maintien en bon état de service des voies, réseaux, clôtures et installations de toutes natures, publiques ou privés, affectés par ses propres travaux, aussi bien à l'intérieur du terrain qu'à l'extérieur.

Il devra de ce fait faire procéder à tous travaux de réparation, de réfection ou de nettoyage nécessaires. Il devra n'apporter aucune gêne à la circulation.

#### **4.1.4. Sécurité du travail**

L'entrepreneur devra respecter les prescriptions du coordonnateur de sécurité.

D'une façon générale, il devra veiller à ce que soient mis en place tous les dispositifs de sécurité réglementaires : filets anti-chutes, platelage sur trémies, équipement électrique mobile avec ses protections, etc... Il devra en assurer le maintien en bon état de fonctionnement.

Il devra vérifier que le personnel à sa disposition, (quelle que soit la qualification,) utilise les dispositifs de sécurités individuels (casques, baudriers anti-chutes, etc....)

En cas de défaut, le CSPS peut ordonner l'exécution de telle ou telle mesure de sécurité qu'il estimerait indispensable, aux frais de l'entrepreneur, sans que celui-ci puisse faire une demande de supplément.

#### **4.2. Consignation des réseaux**

##### **A la charge des lots Techniques Electricité et CVC:**

- Consignation des réseaux, fluides et électricité et gaz,
- Mise à disposition de l'eau et de l'électricité.

#### **4.3. Nettoyage et repliement**

Après l'exécution des travaux de son lot, l'entreprise devra un nettoyage complet du chantier ainsi que des abords.

Tous les gravats, ordures, décombres, etc... seront évacués régulièrement à la décharge publique.

L'Entreprise sera responsable de l'entretien journalier des zones occupées.

Tous les engins, matériaux et matériels seront dégagés.

#### 4.4. Compte prorata

Le présent lot aura en charge la gestion d'un compte prorata avec l'ensemble des entreprises pour la gestion de mise à disposition des clôtures de chantier et si besoin pour la mise en place d'un conteneur de stockage.

Chaque entreprise est autonome pour la gestion de ses déchets, en respectant le tri 7 flux, et la valorisation des déchets.

Il est demandé aux entreprises une participation au compte prorata à hauteur de 2%.

NATURE DE LA PRESTATION	COMPRIS AU PRORATA	NON COMPRIS AU PRORATA
Gestion du compte prorata		<b>Au lot 01 Gros Œuvre</b>
Constat Huissier	<b>X</b>	
Plan d'installation de chantier et maintien de ce plan		<b>Au lot 01 Gros Œuvre</b>
Panneau de chantier	<b>X</b>	
Signalisation (mise en place, maintien et dépose)		<b>A la charge de chaque entreprise</b>
Clôture et fermeture au droit de la base vie		<b>Au lot 01 Gros Œuvre</b>
Clôture et fermeture au droit des zones de travaux		<b>A la charge de chaque entreprise</b>
Base vie et équipement intérieur		<b>Au lot 01 Gros Œuvre</b>
Entretien de la base vie hebdomadaire	<b>X</b>	
Divers consommable base vie	<b>X</b>	
Nettoyage des accès de chantier	<b>X</b>	
Nettoyage de la zone de travail		<b>Chaque entreprise est responsable de l'évacuation du nettoyage de sa zone de travail.</b>
Bennes et traitement des déchets		<b>A la charge de chaque entreprise</b>
Protection collective		<b>A la charge de chaque entreprise</b>
Alimentation et dépose ELEC base vie		<b>Au lot 01 Gros Œuvre</b>
Alimentation et dépose EU et AEP base vie		<b>Au lot 01 Gros Œuvre</b>
Distribution provisoire et coffrets de chantier ELEC pour les travaux		<b>Au lot 01 Gros Œuvre</b>
Distribution provisoire et coffrets de chantier EAU pour les travaux		<b>Au lot 01 Gros Œuvre</b>
Consommation ELEC - EAU Base vie	<b>X</b>	
Consommation ELEC - EAU Chantier	<b>X</b>	
Nettoyage général de fin de chantier avant réception par prestataire externe	<b>X</b>	
Nettoyage général de chantier si demande par MOE et MOA	<b>X</b>	
Remise en état du terrain en fin de chantier	<b>X</b>	



#### 4.5. PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE

##### 4.5.1. PSE N°01 - Dépose des gradins béton de l'auditorium pour réemploi

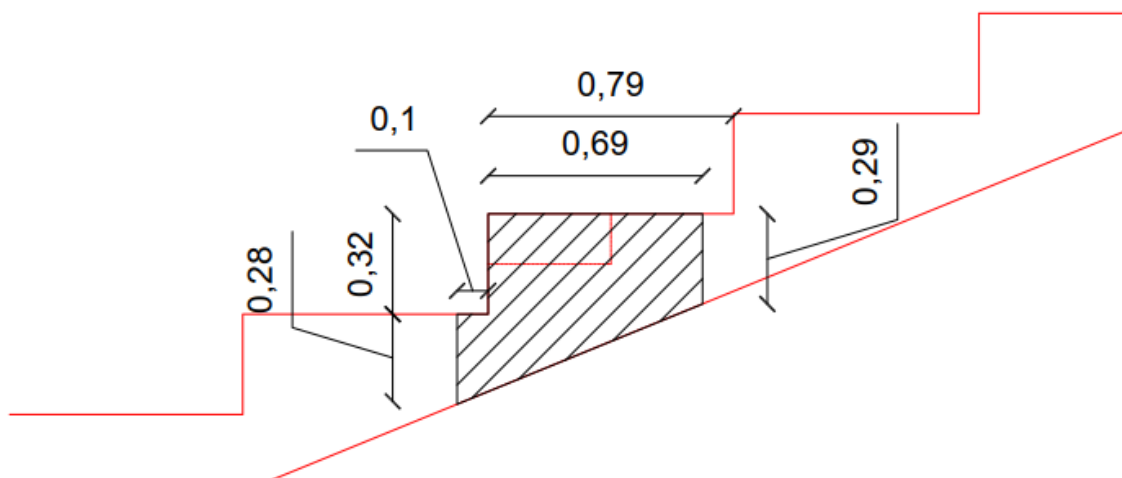
La maîtrise d'ouvrage souhaite étudier une solution de réemploi des gradins béton. La solution consiste au sciage des gradins pour le réemploi sur un autre site en banc extérieur. L'objectif étant d'atteindre 30ml de banc.

Les prescriptions à suivre sont les suivantes :

- Etalement en sous face des gradins
- Dépose de la porte (1UP) permettant l'évacuation directement sur l'extérieur
- Sciage soigné des gradins par passe de 1m de long et au droit de chaque contremarche
- Mise en œuvre d'anneau de levage (type ARTEON) sur les gradins pour manutention des bancs
- Manutention des bancs à l'aide d'une mini-grue araignée (compris alimentation si nécessaire)
- Chargement des bancs dans un camion destiné au transport (le transport sera réalisé par l'entreprise de réemploi)

**NOTA :** Les revêtements acoustique dans l'auditorium (parois verticales et horizontales) ainsi que le dallage conservé devront faire l'objet d'une protection lors de la dépose des gradins, il ne sera pas admis d'empoussièrement ou d'impacts sur ces parois. Prévoir le bâchage des murs et plafond de l'auditorium, et une protection des sols par OSB ou protection similaire.

**LOCALISATION :** Suivant plans guide architecte et structure.



*Schéma type de dépose pour réemploi des gradins*